

## Heurs et malheurs de la « guerre contre le terrorisme » : la grosse claque<sup>1</sup>

***En visite en Europe, George Bush a rencontré beaucoup de compréhension de la part des responsables de la Commission et du Conseil européen. Alors pourtant que sa politique de « guerre contre le terrorisme » est un échec sanglant. Alors que plus de 2500 marines sont morts en Irak, que les radicaux islamistes marquent des points en Afghanistan et en Somalie, l'opinion publique occidentale – et singulièrement américaine - se montre de plus en plus critique.***

Voici un peu plus de trois ans déjà, le président Bush, dans une de ses envolées manipulatrices dont il a le secret, réaffirmait que « *des preuves émanant de nos services de renseignements, des communications secrètes et des déclarations de personnes actuellement en détention révèlent que Saddam Hussein aide et protège des terroristes, notamment des membres d'Al-Qaida.* » Curieusement, à la même époque, les « services » évoqués, comme la CIA et le FBI, ne cachaient pas leur étonnement devant des affirmations aussi hasardeuses. Comme leurs collègues européens, ces fonctionnaires s'accordaient à reconnaître la vacuité des relations prétendues entre l'Irak et les amis de Ben Laden. Quant aux « personnes en détention » - et l'on pense aux prisons américaines en Irak comme à Guantanamo -, on sait maintenant que bien peu d'entre elles ont trempé à un degré d'implication suffisant dans le terrorisme organisé pour faire de convaincantes révélations. C'est si vrai qu'elles sont surtout connues pour les sévices qu'elles ont subis et que de plus en plus de voix s'élèvent – notamment en Europe et jusque dans pays membres de l'Union – pour demander la fermeture de la base US sur l'île de Cuba.

Par contre, George Bush, s'il n'a pas mis à bas l'hydre terroriste, a réussi un autre exploit. Par la nature même de ses interventions armées et le comportement de ses troupes sur le terrain, le président a facilité l'impensable : les fiançailles contre nature entre des disciples d'Al-Qaida et des milices nationalistes bien décidées à en découdre au prix du sang avec l'occupant. On ne compte plus les vocations au martyr dans les pays arabes et musulmans.

Tous ces constats devraient rendre la position des Etats-Unis et de ce qu'il leur reste d'alliés, notamment dans l'intervention irakienne, quasiment intenable. La situation en Irak ? Depuis que M. Bush a décrété la fin de la guerre le 1er mai 2003, le nombre des militaires américains tués est de plus de 2500. Et il y en aura d'autres, tant les attentats ne semblent pas prêts à se raréfier. Tant, aussi, les attaques contre les troupes d'occupations connaissent désormais une « qualité » de sophistication et d'organisation renouvelée.

### Entêtement criminel

En octobre 2003, un mémorandum du secrétaire à la Défense, Ronald Rumsfeld, affirmait déjà que « *nous manquons d'outils pour mesurer si nous gagnons ou perdons la bataille mondiale contre le terrorisme. Mon impression est que nous n'avons pas fait de progrès vraiment décisifs.* » Aujourd'hui, au vu des faits, le questionnement n'est plus de mise et l'entêtement de Washington, si coûteux en vies d'Américains, d'Irakiens ou d'Afghans, est bel et bien criminel. Comme le notait en avril 2004, Bernard Adam du GRIP à Bruxelles, paraphrasant Rumsfeld, « *la cause du Jihad n'a pas reculé, elle a fait de nouveaux adeptes et l'intervention en Irak y a largement contribué.* »<sup>2</sup> Depuis lors, M. Bush et ses amis ont abandonné les prétextes initiaux censés justifier la guerre au Moyen-Orient. Ils ont promis une

<sup>1</sup> Analyse parue dans le N° 274 du *Journal du mardi*, 27 juin 2006.

<sup>2</sup> « Echech de la lutte contre le terrorisme ». Par Bernard Adam, directeur du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (Bruxelles). In *Le Monde diplomatique*, avril 2004.

« *guerre longue* », peut être sans fin dans un délai prévisible. Mais c'est sur le plan politique également que les partisans d'un islamisme pur et dur, inquiétant, marquent des points, comme on le voit en Afghanistan et en Somalie. Est-ce à cela que devait mener la « *guerre mondiale préventive* », - et donc expérimentale -, annoncée, lancée et certes pas gagnée contre le terrorisme ? Qui peut affirmer que le monde est aujourd'hui plus sûr qu'avant le 11 septembre 2001 ? Pour L'Espagnol Miguel Angel Moratinos, aujourd'hui ministre des Affaires étrangères, cette stratégie qui visait à coincer les terroristes dans leurs repaires a mené « *au chaos et au désastre* ». Romano Prodi, désormais au pouvoir en Italie, a estimé de longue date que « *le bilan est négatif. Il l'est en Irak et il l'est hors d'Irak. Le terrorisme est infiniment plus puissant aujourd'hui.* »<sup>3</sup> Il est vrai que Madrid et Rome ont tiré les leçons les plus logiques qui soient de cette situation en décidant de quitter l'Irak. Ce que n'envisagent nullement MM. Bush, Blair et consort, leurs intérêts pétroliers et stratégiques étant ce qu'ils sont.

### **Impopularité record**

Aux Etats-Unis même, de plus en plus de voix s'élèvent en haut lieu pour, à tout le moins, questionner l'Exécutif sur la pertinence de ses choix tactiques, sinon sur la justesse de ses visées hégémoniques. Alors que le président connaît des records d'impopularité – pis encore que ceux enregistrés par Lindon Johnson au plus fort de la guerre du Vietnam-, alors que bien des élus de son camp s'inquiètent, à quelques encablures des élections législatives de novembre 2006, le mépris constant dont fait preuve M. Bush n'est pas pour rasséréner des parlementaires en première ligne face à l'opinion. Au sein de l'armée, de prestigieux généraux à la retraite, discrètement appuyés par des officiers d'active, ont, à plusieurs reprises, désavoué la gestion de la guerre par M. Rumsfeld, l'éternel protégé de la Maison-Blanche. Peu rassurés par la situation catastrophique en Irak, ils redoutent notamment un nouveau front ouvert contre l'Iran. Alors que les pertes s'accroissent parmi les marines, un autre conflit majeur pourrait marquer une rupture totale avec l'opinion : l'isolement de la puissance américaine et des menaces sérieuses pour les ambitions impériales des Etats-Unis au Proche-Orient et en Asie centrale. Cela malgré les choix de doctrine militaire en vogue au Pentagone et qui prévoient la possibilité de mener plusieurs conflits de front<sup>4</sup>.

### **Critique mouchetée**

Mais ces diatribes illustrent aussi l'incapacité du Congrès et du Parti démocrate à exercer les fonctions que la Constitution des Etats-Unis leur reconnaît en matière de politique étrangère. L'après 11 septembre et les pouvoirs spéciaux que la présidence s'est arrogés sont passés par là. La critique des élus fédéraux est souvent d'autant plus mouchetée qu'un large consensus règne entre les deux bipôles de la vue politique américaine, dès lors qu'il s'agit de réaffirmer le « *leadership* » des Etats-Unis<sup>5</sup>. Ce qui vaut surtout quand les troupes sont en guerre à l'autre bout du monde. C'est donc plus sur la forme et sur le coût humain et financier que sur le fond des aventures militaires que nombre d'élus démocrates s'opposent à la présidence, et d'ailleurs avec des convictions fort diverses.

On vient encore de le constater à la Chambre des représentants. Le 16 juin, après un débat certes fort agité, les députés ont adopté une résolution affirmant que « *les Etats-Unis l'emporteront dans la guerre mondiale (sic) contre le terrorisme et la lutte pour protéger la liberté contre l'ennemi terroriste* ». Le

---

<sup>3</sup> Idem.

<sup>4</sup> Lire « Vers une nouvelle politique des blocs ? ». In Le Journal du mardi, n° 273, du 20 au 26 juin 2006.

<sup>5</sup> En témoigne la complicité des deux partis par rapport à la question palestinienne. Garantir le rôle prépondérant des Etats-Unis au Proche-Orient implique la suprématie militaire d'Israël. Et donc la politique du « deux poids, deux mesures », même si le conflit proche-oriental est bien une des causes majeures de déstabilisation dans la région.

même texte affirmait également qu'« *il n'est pas dans l'intérêt des Etats-Unis de fixer une date arbitraire pour le retrait d'Irak ou le redéploiement des forces armées américaines.* » 42 élus démocrates ont voté avec les républicains. Il est vrai que le document mis au vote, élaboré par la seule majorité – une « *grotesque farce* » a lancé la démocrate Nancy Pelosi - n'autorisait aucun amendement. Il est vrai aussi que les leaders républicains ont traité les démocrates de « *fuyards* » en clamant : « *Il est temps de voter : c'est soit Al-Qaida, soit les Etats-Unis.* » Ce qui en dit long sur la conception réductrice qu'ils ont de la sécurité nationale. Il n'en reste pas moins que les démocrates apparaissent plus divisés que jamais, incapables qu'ils sont de se mettre d'accord sur l'utilité de fixer une date butoir pour le retrait des troupes. Quant aux électeurs, qui ont du Congrès une opinion encore plus négative que celle qu'ils ont du président, ils n'auront pas été réconfortés par ce débat.

## Présence US accrue

L'entêtement présidentiel et les circonvolutions démocrates semblent ignorer l'essentiel : les évolutions en cours sur différents terrains. Le 30 mai, le Pentagone a annoncé l'envoi de 1500 soldats supplémentaires en Irak. Il ruinait ainsi les espoirs d'un retrait significatif de troupes américaines d'ici la fin de l'année<sup>6</sup>. Il s'oppose aussi à l'exigence de dirigeants irakiens de voir enfin planifié un calendrier de désengagement. Et ridiculise les propos lénifiants du président Bush lors de sa récente visite surprise à Bagdad où il a cru bon d'affirmer que « *la mort de Zarqaoui est un coup sévère porté à Al-Qaida et une occasion pour le gouvernement irakien de reprendre l'avantage dans le combat contre le terrorisme.* »

Tout cela tombe mal pour une opinion qui, au vu des sondages, est de plus en plus lasse d'une guerre sanglante et interminable. Trois Américains sur cinq estiment désormais que ce conflit ne vaut pas les sacrifices endurés par les soldats. La cote de popularité présidentielle flirte avec les 30% d'opinions favorables. C'est que depuis des mois le président peine à essayer de convaincre ses concitoyens que la guerre était justifiée et que le retour des boys allait bientôt commencer. L'entrée en fonction du premier gouvernement irakien élu depuis le renversement de Saddam Hussein avait conforté cette hypothèse. Le Pentagone affirme que de plus en plus de bataillons irakiens seront rapidement opérationnels. Mais la violence quotidienne semble indiquer que ni les forces irakiennes, ni les marines ne sont capables d'assurer la sécurité. Et c'est sur tous les fronts que les nouvelles sont peu rassurantes.

## « Que faire » ?

L'Irak semble vivre une double guerre, à la fois civile et contre l'occupant. Selon de nombreux spécialistes de la guérilla, l'opposition armée, de plus en plus « irakifiée », est devenue presque exclusivement sunnite dans un contexte politique polarisé. Elle s'est regroupée en quelques grands groupes, certains d'entre eux privilégieraient de plus en plus les attaques contre la coalition, plutôt que les opérations ciblant des civils. Elle tendrait à une unité d'action contre un gouvernement majoritairement chiite et sectaire. Mais d'autres groupes auraient décidé de viser certaines unités de l'armée au nom de la lutte contre l'ennemi intérieur<sup>7</sup>.

---

<sup>6</sup> « Je pense qu'il est probable que nous verrons une baisse significative du nombre de soldats américains d'ici à l'an prochain » affirmait encore voici deux mois Condoleeza Rice. Le retrait « dépend de tellement de variables que personne n'a de réponse » dit maintenant Donald Rumsfeld.

<sup>7</sup> A ce propos, « Qui sont les insurgés irakiens ? ». In *Le Monde diplomatique*, mai 2005.

En tuant Abou Moussab Al-Zarqaoui, les Etats-Unis ont sans doute gagné une bataille. L'homme était le terroriste le plus recherché. Il s'était aussi employé avec rage à attiser les divergences entre les deux grands courants de l'islam. Il considérait l'Irak comme une base pour tenter de déstabiliser le Moyen-Orient et aurait mis en place un réseau qui opérerait dans une quarantaine de pays. Mais son groupe de combattants étrangers ne représentait, de l'avis même des experts américains, qu'un petit pourcentage des insurgés en Irak. Al-Zarqaoui éliminé, les menaces demeurent. Et à Washington, au-delà des affirmations matamoresques, la question reste, lancinante : « Que faire ? » Un récent rapport du Pentagone intitulé « *Mesurer la stabilité et la stabilité en Irak* » insiste sur le risque de voir grandir l'influence d'Al-Qaïda, cette nébuleuse insaisissable, si le gouvernement irakien ne met pas rapidement fin aux affrontements interconfessionnels. Selon ce rapport, les efforts pour détacher l'organisation djihadiste de la communauté sunnite ont jusqu'ici échoué. Une manière de reconnaître que la manière forte, apparemment sans issue, est politiquement aussi contre-productive, mais entretient, au contraire, une dangereuse rivalité entre chiïtes et sunnites.

### **Victoires islamistes**

Les choses ne vont pas mieux en Afghanistan où le mouvement taliban est passé de la guérilla à la rébellion organisée. Et semble de plus en plus s'attirer le soutien de la population. Selon le *Senlis Council*, forum londonien d'experts indépendants « *les frappes unilatérales des Etats-Unis contre Kandahar ont sapé le soutien que la population accordait au gouvernement Karzai.* » « *Les émeutes récentes à Kaboul sont également la preuve de l'hostilité montante des Afghans vis-à-vis de la communauté internationale.* »

Le gouvernement américain a pourtant englouti des millions de dollars pour s'assurer le soutien des chefs de guerre et se concilier les tribus. Mais les offensives talibanes ont mis à mal ce château de cartes déjà fort ébranlé par la corruption locale, les promesses non tenues d'un mieux être, les sanglantes exactions de l'armée américaine ou des gestes peu encourageants du gouvernement, comme la récente décision du président Karzai de remettre en selle des commandants moudjahidins, des criminels à la sinistre réputation. Pour nombre d'Afghans, l'arrivée de l'OTAN en relais des Etats-Unis est interprétée comme un signe du repli américain.

Enfin, en Somalie, la propension traditionnelle des Etats-Unis à jouer des factions les unes contre les autres, avant de voir ces alliés de circonstance se retourner contre eux, produit évidemment ses effets prévisibles. Là aussi, Washington a soutenu des chefs de guerre contre des milices islamistes. Non seulement ceux-ci ont battu à plate couture les « amis » de la Maison-Blanche, mais la Somalie est devenue un nouveau refuge pour les terroristes de tous bords et c'est toute l'Afrique de l'Est qui se trouve déstabilisée. Face au vide du pouvoir, à la situation sociale catastrophique, à l'insécurité imputée aux Américains et à leurs alliés locaux, la population est en train de basculer du côté des islamistes.

Au bilan provisoire, ces exemples démontrent que l'échec de la « guerre au terrorisme » est patent. Quelles conclusions en tire-t-on de ce côté-ci de l'Atlantique, alors qu'Européens et Américains s'emploient à apaiser leurs divergences ? En visite sur le Vieux continent la semaine dernière, George Bush a rencontré beaucoup de compréhension, tant du côté du Conseil européen que de la Commission. Ni Solana - le « haut représentant de la politique extérieure » de l'Union -, ni le chancelier autrichien Schüssel, actuel président du Conseil, ni le président de la Commission Barroso n'ont relayé les rudes critiques du Parlement européen sur les scandales de Guantanamo et des vols irréguliers de la CIA. Ils ne se sont pas plus offusqués des menaces réitérées contre l'Iran et la Corée du Nord, ces « Etats voyous ».